



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

Renforcer la transparence du marché pour atténuer les risques et promouvoir les investissements du secteur privé

Atelier de travail de RegulaE.Fr n°10

June 2022

01

La transparence dans le secteur de l'électricité en Afrique

02

Resultats et tendances de l'ERI sur le cadre réglementaire de la transparence dans le secteur de l'électricité

03

Les investissements du secteur privé dans le secteur de l'énergie en Afrique Subsaharienne en 2021

04

Conclusion

- Dans le cadre de l'Indice de Réglementation de l'Électricité élaboré par la Banque Africaine de Développement,
- La divulgation complète aux parties prenantes concernées des documents réglementaires clés, des réponses aux consultations, et des observations et décisions de l'autorité de régulation sur les questions soulevées lors du processus de consultation

ERI est une évaluation empirique de l'environnement réglementaire et de la performance des régulateurs de l'électricité en Afrique

L'indicateur ERI comprend des benchmark s'appuyant sur une base de données exclusive et en croissance constante des utilitaires de services publics et des régulateurs à travers le continent africain. Il teste également l'impact réel des actions du régulateur sur le secteur de l'électricité pour :

- Évaluer les facteurs réglementaires sous-jacents qui influent sur les performances
- Comprendre les lacunes réglementaires pour identifier un ensemble d'interventions pour réussir
- Prioriser les programmes d'intervention nécessaires pour améliorer la performance réglementaire
- Suivre régulièrement les progrès en cours et détecter les problèmes potentiels dès le début

La collecte de données ERI se fait par le biais d'enquêtes sur mesure réalisées auprès des régulateurs de l'électricité et les utilitaires de services publics d'électricité des pays participants

4 EDITIONS COUVRANT 43 PAYS
DEPUIS 2018



ERI is a composite index made of 3 sub-indexes or regulatory Pillars

1 Indice de Gouvernance Reglementaire (RGI)

“Conception institutionnelle et juridique du système réglementaire et du cadre dans lequel les décisions sont prises”

C'est le « comment » de la réglementation et il s'agit généralement d'un travail effectué par les décideurs politiques dans la conception du cadre réglementaire

2 Indice de Substance Reglementaire ((RSI)

“Décisions réelles, explicites ou implicites, prises par l'entité de réglementation ou d'autres entités au sein du gouvernement, ainsi que la justification des décisions”

Il s'agit du « quoi » de la réglementation et des actions réglementaires visant à atteindre les objectifs de la politique sectorielle

3 Indice d'effet regementaire (ROI)

“Évalue l'impact des actions et des décisions du régulateur sur la performance du service public d'électricité et des consommateurs. Il s'agit d'une mesure de l'étendue de la réalisation des objectifs du secteur »

Le "et alors" de la réglementation

Each Pillar has indicators and sub-indicators that are aggregated to form the composite score for that pillar

Niveau élevé de développement réglementaire

La plupart des éléments d'un solide cadre réglementaire, juridique, institutionnel et de politique sont en place

Niveau substantiel de développement réglementaire

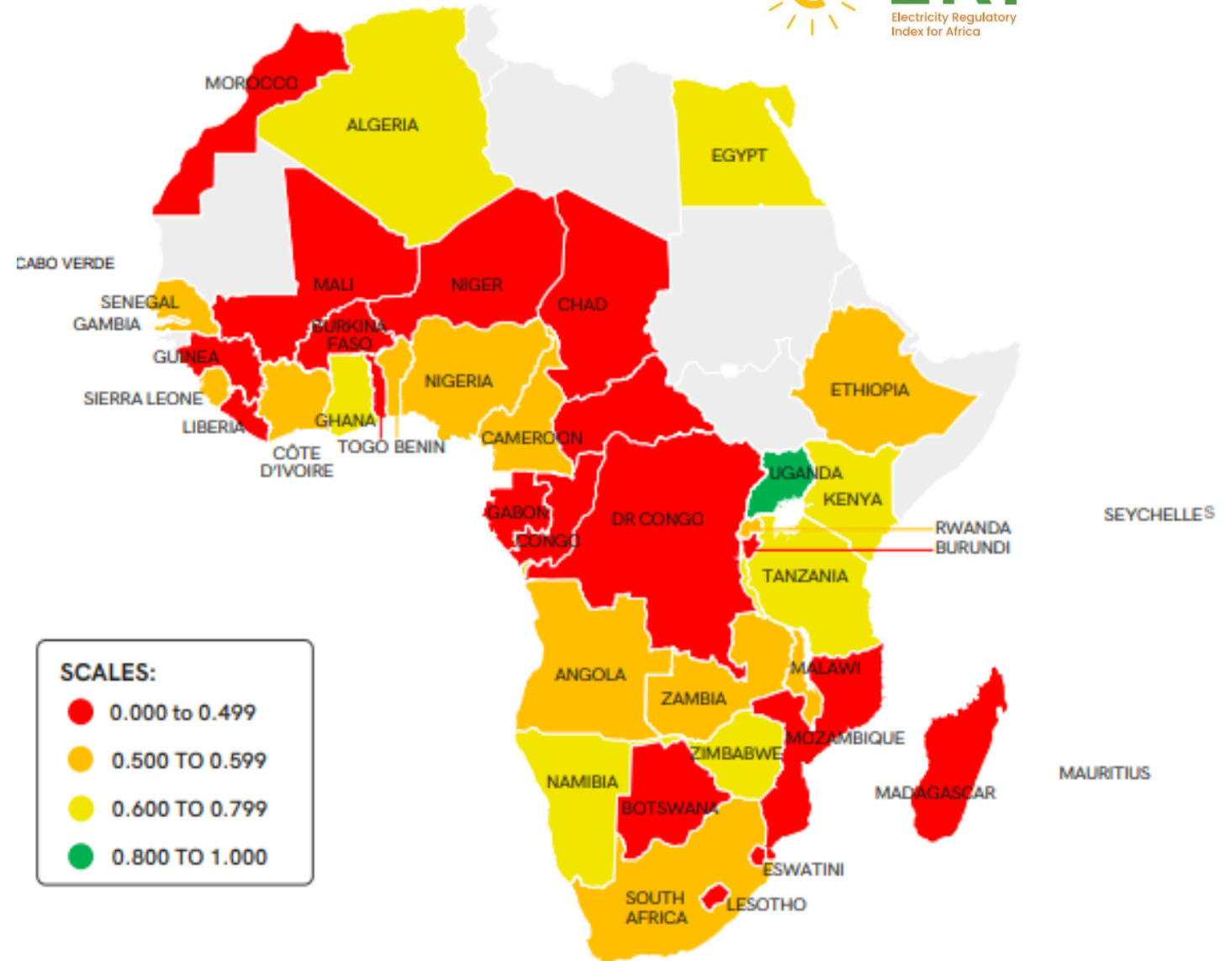
Beaucoup d'éléments d'un cadre réglementaire favorable sont établis, même s'ils comportent des insuffisances qui ne permettent pas à l'autorité de régulation de disposer de solides capacités et structures juridiques et institutionnelles

Niveau moyen de développement réglementaire

Les éléments de base d'un cadre réglementaire favorable sont établis, les structures juridiques et institutionnelles et les capacités de l'autorité de régulation étant limitées

Niveau faible de développement réglementaire

Le nombre d'éléments d'un cadre réglementaire favorable en place est faible ou nul. Les structures juridiques et institutionnelles et les capacités de l'autorité de régulation sont insuffisantes ou inexistantes



- La transparence dans les décisions
- La *prévisibilité*
- L'indicateur de *prévisibilité* évalue si l'autorité de régulation dispose d'un processus transparent, clair et prévisible pour prendre des décisions réglementaires concernant la révision des tarifs de l'électricité et l'octroi de licences, entre autres choses.
- Libre accès aux informations
- Une situation dans laquelle des instruments et documents réglementaires clés, notamment la législation primaire, les licences ou les contrats, les documents de consultation, les observations de l'autorité de régulation sur les documents de consultation ou les décisions tarifaires, sont mis à la disposition du public, des sociétés de services publics et des autres parties prenantes.

❖ La transparence des decisions

- Les informations sur les procédures réglementaires sont disponibles en ligne dans 37 pays. Dans sept pays, une demande doit être déposée.
- Dans 32 pays, les décisions réglementaires prises par l'autorité de régulation sont accessibles au public, tandis que dans deux pays cela se fait sur demande.
- Dans 12 pays il est impossible d'accéder à toutes les décisions prises par l'autorité de régulation.
- Lorsqu'elles sont disponibles, les décisions réglementaires sont toujours accompagnées d'explications dans tous les pays sauf quatre. Les explications des décisions réglementaires sont publiées dans tous les pays, sauf 12
- La publication des documents et décisions réglementaires est obligatoire dans 63 % des pays .

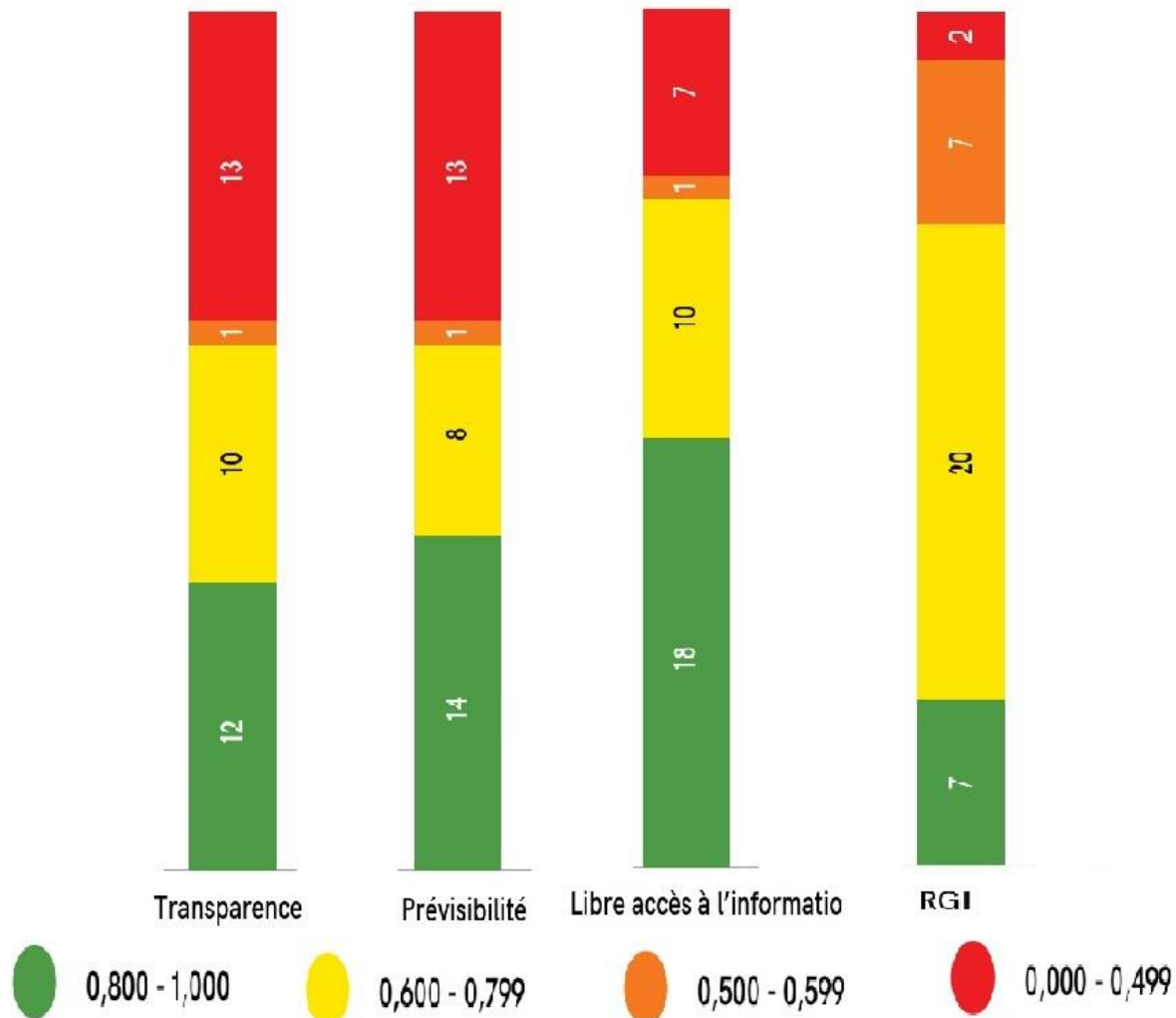
❖ La prévisibilité

- Treize pays ne disposent pas de méthodologie de détermination des tarifs.
- Les autorités de régulation ne peuvent modifier les méthodologies tarifaires en consultation avec les parties prenantes dans tous les pays dans 14 pays.
- La méthodologie tarifaire ne définit pas les procédures relatives aux révisions tarifaires majeures dans 13 pays.
- Les calendriers des révisions tarifaires ne figurent pas dans les méthodologies tarifaires de 21 pays.
- Trente-quatre pays disposent de procédures de demande et d'obtention de licences.
- Trente d'entre eux ont établi des calendriers pour le traitement et l'octroi des licences.

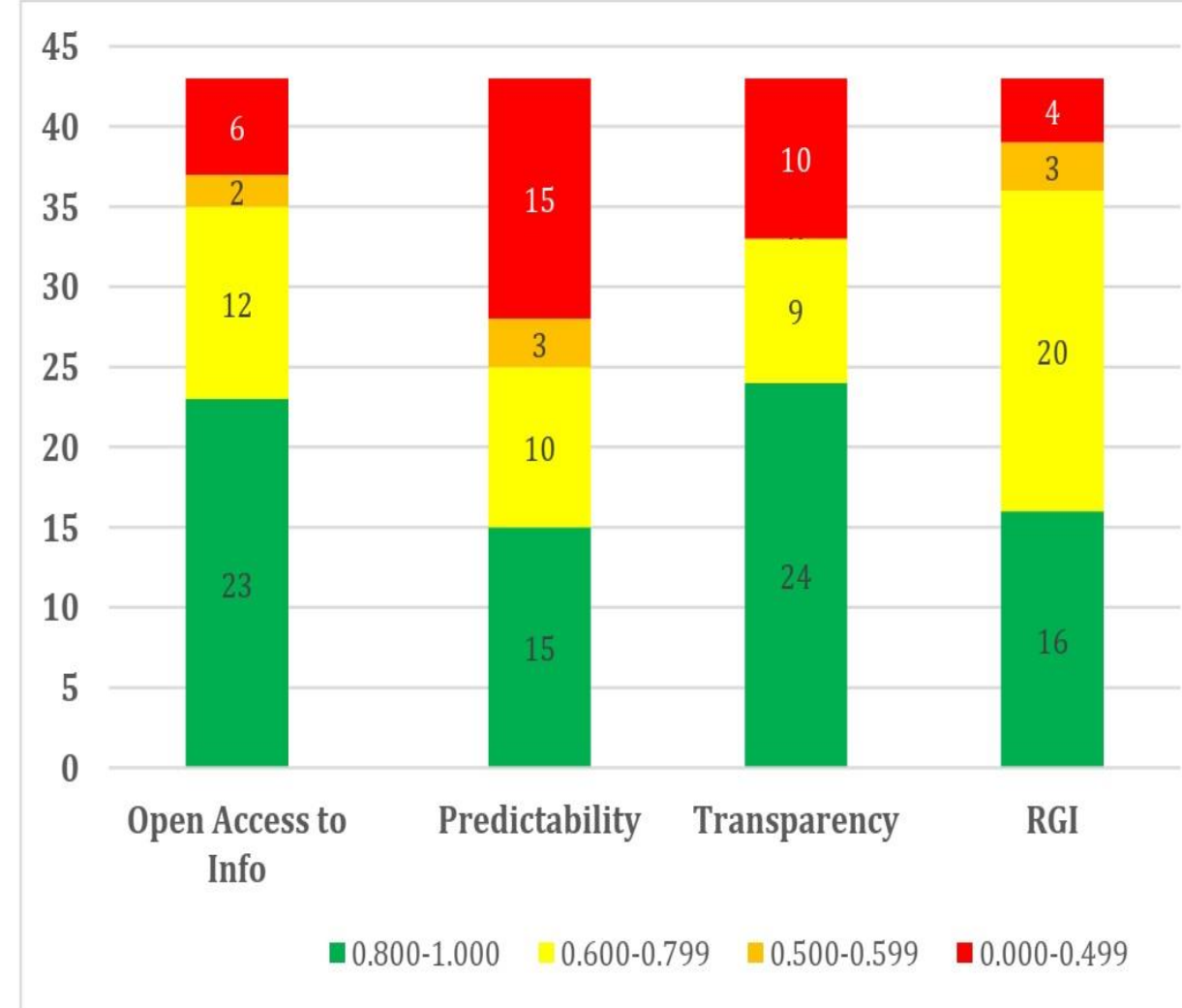
❖ Libre accès aux informations

- 40 pays disposent de sites web publics sur lesquels sont publiés les documents réglementaires clés, comme ceux relatifs à la législation primaire, aux licences, aux consultations, aux directives tarifaires et à la méthodologie.
- Parmi ces pays 7, déclarent ne pas avoir des chargés des technologies de l'information qui gèrent ces sites.
- Les résultats montrent qu'au moins 35 % des pays étudiés mettent régulièrement à jour les informations sur leurs sites web (au moins une fois par mois).
- Le libre accès à l'information rassure les consommateurs et les investisseurs quant au fait que l'autorité de régulation suit des lignes directrices claires dans ses processus décisionnels. Il renforce également la prévisibilité et contribue à la création d'un régime réglementaire sain

ERI assessment on dimensions impacting access to electricity



➤ 2020



➤ 2021

Les investissements du secteur privé dans le secteur de l'énergie en Afrique Subsaharienne en 2021

- Les investissements des IPP en ASS ont été relativement déprimés en 2020,
- Cependant, 2021 a vu une solide reprise des investissements privés dans l'électricité, l'infrastructure secteur de l'investissement adapté à la « nouvelle normalité ». Dix-neuf IPP de neuf pays ont été financés, pour un 1,2 GW de nouvelle capacité de production et 3 milliards de dollars d'investissements totaux.
- De nombreux pays ont atteint le bouclage financier de leur premier ou plus grand IPP, énergie renouvelable projet, ou PV solaire avec projet de stockage de batterie.
- Le rôle des institutions financières de développement (IFD) au soutien du déploiement des IPP par le biais d'une assistance technique, de financements concessionnels directs, de rehaussements de crédit, et les dispositions en matière de sécurité ont également été réaffirmées.
- Les IFD ont contribué à près des trois quarts des IPP investissements, triplant le montant qu'ils avaient fourni l'année précédente et représentant leur deuxième plus grande contribution totale en une seule année.
- La fourniture d'installations d'atténuation des risques par les IFD est restée essentielle, en particulier compte tenu de l'effet de la pandémie sur la solvabilité des services publics d'ASS

Les investissements du secteur privé dans le secteur de l'énergie en Afrique Subsaharienne en 2021

- Le manque de capacité de transmission devient une contrainte majeure pour les nouveaux investissements dans la production d'électricité.
- Ce défi représente la prochaine frontière de l'investissement pour la région, éventuellement en utilisant également des financements privés et/ou des financements stratégiques des IFD.
- Sur une note positive, les investissements dans les réseaux de transport nationaux et les interconnexions transfrontalières ont été dynamisés en 2021, principalement par les IFD, ce qui permettra à l'avenir d'injecter de nouvelles capacités de production IPP. Plus précisément, plus de US\$1,5 milliard ont été engagés pour l'entretien et la construction de nouvelles infrastructures de transmission.

- La Banque africaine de développement travaille depuis un certain temps avec les pays et les partenaires de développement à consolider ces efforts au niveau tant national que régional, dans le cadre de plusieurs initiatives.
- Une de ces initiatives vise à aider certains pays à mettre en place des programmes de numérisation destinés à renforcer les capacités des autorités de régulation nationales en matière de régulation technique.
- Une autre consiste à établir des indicateurs clés de performance régionaux et à procéder à des révisions tarifaires avec les autorités de régulation régionales pour appuyer l'harmonisation régionale des activités de réglementation.
- En plus de cela la Banque est impliquée dans bon nombre de projets d'infrastructure régionaux à travers le continent (construction de lignes transfrontalières,

THANK YOU



African Development Bank Group

Avenue Joseph Anoma

01 B.P. 1387 Abidjan 01

Côte d'Ivoire

www.afdb.org